

## Quelques propositions d'amendement !!!

---

Ces amendements rédigés en ce dimanche 18 juin - comment ne pas être motivé ? - sont proposés en rapport à l'édition du Projet socialiste pour la France parue dans l'Hebdo des Socialistes. Le texte en gras correspond aux propositions d'amendements que je soumettrai lors de notre réunion de section du mardi 20 juin. J'ai tenté d'argumenter. Mais le temps me manque. C'est d'ailleurs le grand reproche de la démarche qui nous est proposée. Je le regrette vivement sachant l'exigence légitime qui est celle des nouveaux militants. Je dois vous dire toute ma perplexité face au sort qui va être réservé à tous nos amendements compte tenu des modalités des conditions du vote. J'attends vos observations avec grand intérêt... si vous en avez le temps.

---

### Intro

---

#### Nous voulons agir à gauche

##### Texte existant page 4 / paragraphe 2

Fidèles à notre héritage républicain et laïc, nous refusons une société dominée par la marchandisation de la vie et structurée autour de « communautés ». Nous voulons reconstruire une vie collective à partir de la citoyenneté et offrir à la France le grand projet politique qui lui fait défaut.

##### Texte amendé

Fidèles à notre héritage républicain et laïc, nous refusons une société dominée par le **consumérisme**, la marchandisation de la vie et structurée autour de « communautés ». Nous voulons reconstruire une vie collective à partir de la citoyenneté et offrir à la France le grand projet politique qui lui fait défaut.

##### Justification

Les citoyens deviennent consommateurs. Leur désengagement syndical, politique et dans une moindre associatif est incompatible avec l'idée que nous nous faisons d'une République démocratique, laïque emprunte des valeurs universalistes et humanistes.

#### Le choix

##### Texte existant page 5 / paragraphe 4

Notre projet doit à la fois répondre à l'urgence sociale et à l'exigence d'un nouveau modèle de développement. Il doit nous permettre d'agir pour le plein emploi, d'aller vers l'égalité réelle, de refonder la République, en mettant en oeuvre une démarche démocratique nouvelle, et de mettre la France en situation de relancer l'Europe et de contribuer à maîtriser la mondialisation.

##### Texte amendé

Notre projet doit à la fois répondre à l'urgence sociale et à l'exigence d'un nouveau modèle de développement **compatible avec l'exigence environnementale**. Il doit nous permettre d'agir pour le plein emploi, d'aller vers l'égalité réelle, de refonder la République, en mettant en oeuvre une démarche démocratique nouvelle, et de mettre la France en situation de relancer l'Europe et de contribuer à maîtriser la mondialisation.

##### Justification

Outre la nécessité d'une société plus juste rééquilibrant le produit de la richesse entre les revenus du travail et la rémunération du capital, il importe de produire propre afin de préserver l'avenir de l'humanité sur terre.

---

### Partie 1 : réussir le plein emploi

---

#### Relancer la croissance par l'investissement et le pouvoir d'achat

##### L'innovation encouragée

##### *Texte existant p7 / paragraphe 3*

Nous mettrons en oeuvre une politique industrielle articulant étroitement programmes sectoriels et action territoriale. Nous favoriserons le développement de Pôles d'innovation et de recherche associant les universités, les centres de recherche, les entreprises et les régions.

Texte ajouté

Dans un souci de plus grande coordination de l'action publique, les instituts consulaires, chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture seront directement rattachés aux régions qui articuleront la politique économique de l'État sur le plan territorial et local.

Texte existant p7 / paragraphe 3

Nous modifierons le taux d'impôt sur les sociétés selon l'équilibre choisi par les entreprises entre l'investissement productif d'une part et la redistribution des dividendes d'autre part (sous toutes ses formes, notamment celle du rachat d'actions).

Texte amendé

L'assiette du taux d'impôt sur les sociétés reposera uniquement sur la partie des bénéfices distribués sous forme de dividendes à laquelle nous ajouterons les rémunérations des dirigeants actionnaires, les jetons de présence, les stocks options et la partie des dividendes consacrée aux placements financiers et au rachat d'actions. Sont exclus de ce champ la partie des dividendes consacrée aux investissements et la recherche.

Texte ajouté

Nous constituerons une agence de développement du logiciel libre rattaché au Premier Ministre. Nous abrogerons tous les dispositifs visant à reconnaître le brevet logiciel et l'application des DRM (gestion des droits numériques).

Justification

Face à la financiarisation des profits des acteurs mondiaux de l'informatique et le développement des stratégies de croissance externe, le logiciel libre est aujourd'hui une des rares sources d'innovation majeures dans le domaine des NTIC. Le stratagème employé par les grosses entreprises du secteur est de pousser à la brevetabilité des logiciels.

**Des services publics confortés**

Texte page 8 / Paragraphe 5

Nous réintroduirons le contrôle public à 100 % d'EDF et mettrons en place un pôle public de l'énergie entre EDF et GDF -dont nous refusons la privatisation-.

Texte amendé

Nous réintroduirons le contrôle public à 100 % d'EDF et **de GDF**. Nous mettrons en place un pôle public de l'énergie entre EDF et GDF -dont nous refusons la privatisation-.

Justification

Face

## Favoriser la création d'emploi

### Texte ajouté page 8

L'emploi est, pour l'essentiel, créé en France par les petites entreprises, les TPE et les structures unipersonnelles. Dans un souci d'équité, nous supprimerons tous les régimes fiscaux et sociaux dérogatoires afin que toutes les acteurs économiques bénéficient des mêmes conditions.

Dans ce sens, nous inciterons à la relocalisation de l'activité économique en proposant une modification des règles des appels d'offre afin de favoriser le tissu économique régional.

### Justification

Selon les études de l'INSEE, la création des nouvelles entreprises est le fait de structure unipersonnelle. Seule la région parisienne qui concentre la majorité des sièges sociaux échappe à la règle.

## Construire avec les partenaires sociaux une sécurité professionnelle

### Texte page 8 / Paragraphe 3

Nous unifierons les droits des demandeurs d'emplois : une garantie de ressources de base, ouverte à tous les actifs privés d'emploi et financée par la solidarité nationale et un régime complémentaire, proportionnel au dernier salaire, l'Unedic, géré par les partenaires sociaux. Chaque demandeur d'emploi bénéficiera d'un accompagnement individualisé dans un dispositif comportant un bilan, la formation professionnelle et un référent unique. Nous lancerons une négociation pour aller vers un Service public de l'emploi unifié mettant en synergie les différents acteurs de la politique de l'emploi, notamment les régions qui sont l'échelon pertinent pour définir les orientations et les objectifs de la politique de formation.

### Texte modifié

Nous unifierons les droits des demandeurs d'emplois : une garantie de ressources de base, ouverte à tous les actifs privés d'emploi et financée par la solidarité nationale et un régime complémentaire, proportionnel au dernier salaire, l'Unedic, géré par les partenaires sociaux. Chaque demandeur d'emploi bénéficiera d'un accompagnement individualisé dans un dispositif comportant un bilan, la formation professionnelle et un référent unique. **Nous créerons un Service public de l'emploi unifié regroupant les Assedic, l'Unedic et l'Anpe** mettant en synergie les différents acteurs de la politique de l'emploi, notamment les régions qui sont l'échelon pertinent pour définir les orientations et les objectifs de la politique de formation.

### Justification

L'abondance des acteurs et des interlocuteurs nuit à l'efficacité et ne permet pas de proposer un suivi personnalisé avec un interlocuteur unique tant au niveau des demandeurs d'emploi que Des pouvoirs publics.

### Texte page 8 / Paragraphe 5

Pour lutter contre la précarité, nous supprimerons le CNE et réaffirmerons la primauté du CDI sur toute autre forme de contrat de travail. À cet effet, nous modulerons les cotisations sociales en fonction de la durée du contrat de travail et du nombre de contrats précaires dans l'entreprise. En cas de licenciement économique, nous étendrons les droits aux salariés en fin de contrat à durée déterminée (CDD) et de mission d'intérim, les différents congés de conversion ou de reclassement seront réunifiés. Dans le cas de licenciements « boursiers » c'est-à-dire de suppression d'emplois liées non à une difficulté réelle pour l'entreprise, mais à la seule recherche d'un taux de profit supérieur, ce sont les procédures préalables à la définition du plan social qui seront renforcées afin d'assurer un véritable contrôle de la part des salariés.

### Texte modifié

Pour lutter contre la précarité, nous supprimerons le CNE et réaffirmerons la primauté du CDI sur toute autre forme de contrat de travail. À cet effet, nous modulerons, **par un système de bonus/malus**, les cotisations sociales **patronales** en fonction de la durée du contrat de travail et du nombre de contrats précaires dans l'entreprise. **La charge des cotisations chômage sera supportée intégralement par les seules entreprises.** En

cas de licenciement économique, nous étendrons les droits aux salariés en fin de contrat à durée déterminée (CDD) et de mission d'intérim, les différents congés de conversion ou de reclassement seront réunifiés. Dans le cas de licenciements « boursiers » c'est-à-dire de suppression d'emplois liées non à une difficulté réelle pour l'entreprise, mais à la seule recherche d'un taux de profit supérieur, ce sont les procédures préalables à la définition du plan social qui seront renforcées afin d'assurer un véritable contrôle de la part des salariés.

### **Promouvoir l'économie sociale et solidaire**

#### Texte p9 / paragraphe 2

Nous soutiendrons le secteur de l'économie sociale et solidaire. Son accès à la commande publique sera privilégié. Sa fiscalité sera repensée avec le démantèlement progressif de la taxe sur les salaires pour les associations, frein considérable au développement de l'emploi. A l'instar des chambres de commerce et d'industrie, il sera créé des chambres nationales et régionales de l'économie sociale.

#### Texte supprimé

Nous soutiendrons le secteur de l'économie sociale et solidaire. Son accès à la commande publique sera privilégié. Sa fiscalité sera repensée avec le démantèlement progressif de la taxe sur les salaires pour les associations, frein considérable au développement de l'emploi. ~~A l'instar des chambres de commerce et d'industrie, il sera créé des chambres nationales et régionales de l'économie sociale.~~

#### Justification

En rattachant les chambres consulaires aux régions, il est inutile d'empiler un "machin" supplémentaire au nom de l'efficacité du fonctionnement des services publics.

### **Un modèle de croissance durable**

#### **Le développement durable**

#### Texte page 9 / paragraphe 2

Nous introduirons une véritable fiscalité écologique généralisant la taxation générale des Activités polluantes (TGAP) en incluant notamment le volet énergie qui lui fait réellement défaut. En contrepartie nous inciterons, par des allègements fiscaux, les choix économes en énergie et en ressources non renouvelables. Nous créerons une taxe sur le kérosène des transports de fret et instaurerons un prélèvement exceptionnel sur les super profits des entreprises pétrolières.

#### Texte modifié

Nous introduirons une véritable fiscalité écologique généralisant la taxation générale des Activités polluantes (TGAP) en incluant notamment le volet énergie qui lui fait réellement défaut. En contrepartie nous inciterons, par des allègements fiscaux, les choix économes en énergie et en ressources non renouvelables. Nous créerons une taxe sur le kérosène des transports de fret. **A terme, le transport routier international sera exclusivement réalisé sur l'ensemble du territoire par la mise en oeuvre du feroutage. Son financement se fera par une taxation accrue du transport routier sur les autoroutes. A terme, l'objectif est l'interdiction de circuler sur les axes de transit transeuropéens.** Nous instaurerons un prélèvement exceptionnel sur les super profits des entreprises pétrolières.

#### Texte ajouté

**Les crédits de recherche et la modulation de la TVA devront permettre de stimuler la généralisation des moteurs hybrides. (Arnaud Cheux et Denis Szalkowski)**

#### **L'agriculture**

#### Texte page 9 / Paragraphe 2

Nous soutiendrons la promotion d'une agriculture de qualité respectant l'environnement, en réorientant la PAC vers le développement rural, en plafonnant et en modulant les primes, à l'échelle régionale, en rétablissant un vrai contrat entre le monde agricole et la société tout entière, à travers des labels de qualité.

Nous aiderons, les jeunes agriculteurs désireux de promouvoir une agriculture durable en allégeant les conditions d'installation. Nous améliorerons la protection sociale des collaborateurs appartenant à la famille de l'exploitant et les non-salariés agricoles exploitant de petites surfaces, ainsi que les petites retraites, les régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Texte modifié

Nous soutiendrons la promotion d'une agriculture de qualité respectant l'environnement, en réorientant la PAC vers le développement rural, en plafonnant et en modulant les primes, à l'échelle régionale, en rétablissant un vrai contrat entre le monde agricole et la société tout entière, à travers des labels de qualité. Nous aiderons, les jeunes agriculteurs désireux de promouvoir une agriculture durable en allégeant les conditions d'installation. **Dans le souci de la préservation de nos ressources et de la biodiversité, l'objectif est d'aller vers une agriculture qui favorise la polyculture, les cultures et l'élevage extensif.** Nous améliorerons la protection sociale des collaborateurs appartenant à la famille de l'exploitant et les non-salariés agricoles exploitant de petites surfaces, ainsi que les petites retraites, les régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Texte page 9 / Paragraphe 3

Nous favoriserons la diversification de la production agricole, en développant les productions non alimentaires, les biocarburants et la biomasse.

Texte modifié

Nous favoriserons la diversification de la production agricole, en développant les productions non alimentaires, les biocarburants, la biomasse **et la filière sylvicole.** **Sera entièrement détaxée la production de biocarburants réalisée à partir du vignoble français et sur l'ensemble des terres qui ne font l'objet d'aucune exploitation agricole ou sylvicole particulière. Les producteurs seront alors autorisés à distribuer directement ces carburants sous licence.**

Texte p9 Paragraphe 4

Nous refuserons les essais en pleins champs des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM), tout en encadrant la poursuite de la recherche publique en ce domaine.

Texte ajouté

**Nous créerons un véritable fonds de semences paysannes et supprimerons le catalogue officiel commun des semences constituées par les semences des transnationales, du Certificat d'Obtention Végétale qui favorise ces mêmes entreprises. Nous pénaliserons les pratiques de mutagenèse. Ce fonds, contrôlé par l'INRA, sera financé par une taxation des pesticides, fongicides et herbicides. L'objectif, à terme, est d'aller vers une agriculture propre.**

Justification

L'objectif est que les paysans ne tombent pas sous le coup des brevets déposés par les semenciers du fait de contaminations éventuelles qui permettraient à ces mêmes semenciers, par le mécanisme du COV, de leur réclamer des "royalties".

---

## Partie 2 : l'égalité réelle

---

### Partager et savoir

#### Favoriser la réussite

Texte page 11 / Paragraphe 2

Nous rendrons obligatoire la scolarisation dès l'âge de 3 ans, afin de donner à tous les mêmes chances de réussir leur parcours scolaire.

Texte modifié

Nous mettrons en oeuvre tous les moyens pour permettre la scolarisation dès l'âge de 3 ans.

Justification

Il faut laisser aux parents le choix d'organiser la période d'entrée de leurs enfants à l'école. En parallèle, il faut mettre en oeuvre et accompagner les collectivités locales dans la scolarisation des tout petits

Texte page 11 / Paragraphe 4

Nous développerons toutes les formes d'aide gratuite pour lutter contre la marchandisation de l'école (études encadrées, assistances personnalisées, etc...) en réalisant l'événement d'une société éducative partagée grâce à la participation de tous les partenaires de l'école : collectivités locales et associations d'éducation populaire.

Texte modifié

Nous développerons toutes les formes d'aide gratuite pour lutter contre la marchandisation de l'école (études encadrées, assistances personnalisées, etc...) en réalisant l'événement d'une société éducative partagée grâce à la participation de tous les partenaires de l'école : collectivités locales, associations d'éducation populaire, **parents et bénévoles.**

Suppression du Texte page 11 / Paragraphe 8

~~Nous ferons en sorte que chaque lycée, ouvre à 5% de ses élèves, la possibilité d'entrer dans les classes préparatoires aux grandes écoles ; et inversement, nous planterons des sections d'excellence dans les établissements sensibles.~~

Justification

Comment dénoncer le rôle actuel du collège en lieu de tri social et à la fois l'organiser un peu plus tard ? Les conditions d'égalité doivent être respectées.

Texte ajouté

**L'existence d'un taux d'illettrisme de près 10% d'une classe d'âge est incompatible avec la construction éducative d'un être humain. En la matière, l'objectif sur la législation est d'atteindre le taux zéro.**

Justification

L'éducation est avant tout de donner les moyens à l'être humain de pouvoir exercer son libre arbitre. Dans une société complexe, techniciste, l'illettrisme est incompatible avec cette exigence.

**Préparer la vie professionnelle**

Texte ajouté

**Nous mettrons en place dès le premier cycle des formations universitaires en alternance que nous couplerons à la réactivation des emplois jeunes.**

Justification

L'objectif des 80% de jeunes au bac, aussi honorable soit-il, contribue à asphyxier les universités françaises. La mise en oeuvre d'une filière professionnelle universitaire est là pour affirmer haut et fort la prééminence de l'État dans la formation professionnelle. Elle permet, tout en donnant une formation théorique conséquente, de préparer les jeunes à un métier.

Texte ajouté

**Nous proposons la création d'un grand service public de la formation professionnelle continue articulée autour des GRETA, des AFPA et des services universitaires de formation continue. Ils doivent permettre, à moindre coût, aux individus d'avoir une qualification et/ou un diplôme leur permettant de changer d'orientation professionnelle.**

### Justification

Le développement des écoles dont les frais de scolarisation s'élèvent de 4000 à 7000 euros l'an, la privatisation de fait du système français de la formation continue, la piètre qualité des formations en alternance proposées ne sont pas de nature à donner une deuxième chance à des individus cherchant à changer de profession ou à acquérir de nouvelles qualifications.

### **Apprendre à chaque enfant l'étendue de ses droits et de ses devoirs**

### Texte ajouté

**Face à la violence de jeunes déstructurés, prédélinquants ou délinquants ne répondant à aucune forme d'autorité, aux troubles comportementaux lourds, il convient d'étendre le dispositif d'internats scolaires sous autorité militaire aux jeunes de plus de 14 ans. Ces dispositifs ont vocation à se substituer aux CEF et CER (Centres Éducatifs Fermés et Renforcés)**

### Justification

L'objectif, tout en les protégeant, est de leur donner les moyens de disposer d'un niveau d'éducation leur ouvrant la voie à l'obtention d'un diplôme général ou professionnel, seul moyen d'accéder à un emploi.

### **Assurer la sécurité**

#### **Texte page 12 / Paragraphe 8**

Nous mettrons en place, pour les jeunes délinquants, des alternatives à la prison, notamment par le développement de centres d'éducation et des chantiers d'apprentissage et d'insertion pour éviter la récidive.

#### **Texte modifié**

Nous mettrons en place, pour les jeunes délinquants, des alternatives à la prison, notamment par le développement **d'internats scolaires sous autorité militaire**, des centres d'éducation et des chantiers d'apprentissage et d'insertion pour éviter la récidive.

#### **Justification**

Compte tenu des publics des CER et des CEF, il devient impossible de recruter des personnels ayant les compétences nécessaires pour assurer leur sécurité.

### **Renforcer la solidarité**

#### **La solidarité entre Français**

### Texte ajouté

**Nous procéderons aux réquisitions des logements vacants depuis plus d'un an afin qu'ils entrent dans le parc des logements d'urgence. Nous renforcerons l'arsenal pénal contre les "marchands de sommeil" (Arnaud Cheux).**

---

## **Solidarité entre français**

---

### **les soins pour tous**

#### **La santé**

### Texte page 13 / Paragraphe 2

En ce qui concerne le cannabis, face aux risques liés à une consommation largement répandue, nous ouvrirons un débat pour proposer une régulation publique, et une révision de la loi de 1970.

### Texte modifié

**En ce qui concerne les drogues, nous proposons la dépénalisation de la consommation. Pour les drogues douces, nous proposerons pour une période probatoire de deux ans la légalisation de la vente des produits dérivés du chanvre**

### **La solidarité entre les générations**

#### **Garantir l'avenir des retraites**

### **Propositions d'amendements**

**Denis Szalkowski**

Texte page 13 / Paragraphe 1

La retraite à 60 ans doit demeurer un droit.

Texte ajouté

**Tout salarié du secteur privé, de la fonction publique peut bénéficier d'une retraite à taux plein à la condition qu'il justifie de 40 ans de cotisations. Pour les métiers pénibles, ce droit à la retraite pourra être obtenu au bout de 37.5 années de cotisations.**

Justification

Malgré la réorientation de la fiscalité en faveur du salariat et de notre système de répartition, nous ne pourrons pas faire face au financement du vieillissement de la population.

**La solidarité entre les territoires**

**Solidarité urbaine**

Texte p14 / Paragraphe 14

Les communes pauvres bénéficieront de mesures d'urgence et d'une péréquation financière importante.

Texte modifié

Les communes pauvres bénéficieront de mesures d'urgence et d'une péréquation **globale et totale des fonds de la taxe professionnelle.**

**La solidarité entre les territoires**

**Solidarité rurale**

Texte page 14 / Paragraphe 1

Nous mettrons en oeuvre une politique de maîtrise foncière, notamment dans le secteur agricole.

Texte modifié

Nous mettrons en oeuvre une politique de maîtrise foncière, notamment dans le secteur agricole **de façon à favoriser la création d'exploitations s'appuyant sur l'agriculture extensive et la polyculture ainsi que la création de petites unités agricoles.**

Justification

Le modèle agricole actuel n'est pas compatible avec les exigences de la protection environnementale.

Texte ajouté

**Nous instaurerons un service universel du haut débit afin de garantir l'accès Internet en tout point du territoire.**

Justification

Le haut débit est aujourd'hui un enjeu économique et un outil de désenclavement des territoires français. Les zones d'ombre ne permettent pas aujourd'hui de bénéficier d'une couverture totale. Ce n'est pas aux collectivités territoriales de prendre en charge les coûts.

---

## **Partie III : refonder la République**

---

### **Une nouvelle République**

#### **Une République parlementaire**

Texte page 16 / Paragraphe 2

Le Premier Ministre sera lié par un contrat de majorité. Il sollicitera la confiance, avant d'engager son

action. Il présentera, au début de chaque session parlementaire, un programme de travail donnant lieu à débat. Le gouvernement sera composé de manière paritaire.

Texte ajouté

**Le Premier Ministre assurera le fonctionnement des pouvoirs publics. Il conduira, seul, la politique étrangère du gouvernement, signera les traités et sera chargé de veiller à leur application. Il nommera aux emplois civils et militaires.**

Texte page 16 / Suppression des paragraphes 5 et 6

~~L'Assemblée Nationale sera rendue plus représentative par l'introduction d'une dose de proportionnelle et l'élection au suffrage universel direct de députés représentant les Français de l'étranger. Environ un député sur cinq devrait être élu à la proportionnelle sur des listes nationales, complémentaires des candidatures par circonscriptions. Celles-ci seront redécoupées pour représenter plus équitablement les territoires. Cette réforme d'ampleur s'appliquera dès les élections législatives de 2012.~~

Justification

L'introduction de la proportionnelle, aussi légitime qu'elle soit, n'est pas compatible avec l'exigence d'efficacité de l'action publique.

Texte page 16 / Paragraphe 7

Le Sénat entrera dans l'ère de l'alternance par l'extension du mode de scrutin proportionnel départemental à partir de 3 sièges et la modification du collège sénatorial. Son droit de veto en matière constitutionnelle sera supprimé.

Texte remplacé

**Les sénateurs seront élus à la proportionnelle intégrale sur la base de listes départementales. Le corps électoral sera étendu à l'ensemble des conseillers municipaux qui composent les grands électeurs.**

Texte supprimé page 16 / Paragraphe 9

~~Le Conseil constitutionnel verra sa composition modifiée. Ses membres seront désignés à la majorité des deux tiers par le Parlement.~~

**Une démocratie plus directe**

Texte ajouté

L'obligation de vote sera faite à toutes les élections locales, nationales et européennes. Les conditions du vote par procuration seront assouplies.

Justification

Le droit de vote est un droit imprescriptible et inaliénable de la vie démocratique. Il n'est pas acceptable que certains d'entre nous, sans raison l

Texte modifié

L'élection des délégués des EPCI des communautés d'agglomération et de communes se fera au suffrage universel direct à la proportionnelle intégrale sur liste.

Justification

Cela permettra de proposer de réels projets aux citoyens et d'agir en fonction des engagements pris au travers de ces projets.

**Partager**

Texte page 17/Paragraphe 1

La taxe professionnelle sera partiellement mutualisée en mettant en place un impôt à taux unique assis sur la valeur ajoutée.

Texte modifié

La taxe professionnelle sera **totalemment** mutualisée en mettant en place un impôt à taux unique assis sur la valeur ajoutée.

Justification

Les conditions d'égalité entre les territoires ne sont pas aujourd'hui suffisamment garantis.

**La justice renouvelée**

**Texte ajouté**

**Nous supprimerons l'École Nationale de la Magistrature**

**Justification**

En voyant le juge Burgaud, les Français ont pu légitimement évaluer le décrochage du juge avec la réalité. Il n'est pas possible qu'une école puisse produire des magistrats aussi froids et inhumains. Les Avocats de Paris ont demandé la suppression pure et simple de la dite école. Ils dénoncent une école coupée du monde.

**L'égalité active**

**Des politiques spécifiques pour restaurer l'égalité républicaine**

Texte page 18/Paragraphe 5

Pour la lutte contre la prostitution et le proxénétisme. Au rang de la lutte contre toutes les formes d'exploitation commerciale de la personne humaine en général et des plus faibles en particulier, nous considérons que la prostitution et son organisation à travers des réseaux mafieux doivent être sévèrement combattues en mettant en cause, notamment, la responsabilité des clients.

Texte modifié

**Afin de lutter contre le proxénétisme, nous introduirons dans notre droit pénal une peine de 20 ans assortie d'une peine de sûreté incompressible de 20 ans. Nous encadrerons les activités de prostitution en créant un véritable statut de travailleur(se) du sexe. Nous mettrons en oeuvre des contrôles sanitaires renforcés.**

Justification

Face à l'émergence de nouveaux réseaux de prostitution, au retour de la "traite" des femmes issues d'Afrique et des Pays de l'Est, il convient de lever les tabous. Les activités de prostitution doivent être encadrées afin que la condition de ces travailleuses du sexe ne se dégrade davantage. Fermer les yeux

sur cette question constitue un acte hypocrite. Il est de la responsabilité politique de trouver des réponses à ce problème douloureux. L'approche abolitionniste sur cette question est de mon point de vue une impasse.

## Les médias

### La culture

#### Texte page 19 / Paragraphe 7

La multiplication des chaînes de télévision, l'émergence d'une société de l'image ont un impact grandissant sur les citoyens, particulièrement les plus jeunes. Il faut donc construire une véritable éducation à l'image, dispensée dans le cadre scolaire, permettant de construire un esprit critique face à l'image.

#### Texte modifié

La multiplication des chaînes de télévision, l'émergence d'une société de l'image ont un impact grandissant sur les citoyens, particulièrement les plus jeunes. Il faut donc construire une véritable éducation à l'image, dispensée dans le cadre scolaire, permettant de construire un esprit critique face à l'image. **Nous interdurons le recours à la publicité au niveau des programmes jeunes.**

### Les médias

#### Texte ajouté

**Nous instaurerons un fonds financé sur une taxe sur les recettes publicitaires de l'ensemble de la presse. Il permettra de financer les aides publiques accordées à la presse quotidienne locale et régionale à l'exception des gratuits.**

---

## Partie IV : faire réussir la France en Europe et dans le monde

---

### Relancer l'Europe

#### Relancer la dynamique européenne

#### Texte page 21 / Paragraphe 3

Une priorité pour le plein emploi qui doit inspirer les politiques de la zone euro mais aussi de la Banque Centrale Européenne, dont les statuts devront être révisés.

#### Texte modifié

Les objectifs de la Banque Centrale Européenne devront être fixés par le Parlement Européen.

#### Justification

Conforme aux théories des monétaristes américains et de celle de Milton Friedman, le rôle échu à la banque centrale européenne est d'augmenter la masse monétaire sans provoquer d'inflation excessive. Cela vise à modérer le prix de la monnaie, c'est à dire à contenir l'évolution des taux d'intérêt.

Les dirigeants politiques européens, en appliquant ce principe et rendant la BCE parfaitement indépendante, se sont privés d'un véritable outil de politique économique. En freinant la hausse de la masse monétaire, on contribue aussi à ralentir la croissance. Aujourd'hui, seuls les pays européens en dehors de la zone Euro arrivent à tirer leur épingle du jeu dans des conditions qu'il convient toutefois de nuancer.

#### Texte page 21 / Paragraphe 5

Une meilleure protection de l'Union dans une concurrence commerciale désormais mondiale en

établissant des règles sociales et environnementales applicables aux produits importés – ce qui suppose un débat sur les règles de l'OMC - et en unifiant la représentation de l'Union Européenne dans les institutions financières internationales. Il faut mettre en oeuvre des instruments capables de mieux protéger l'industrie européenne et son avenir notamment contre les délocalisations extra-européennes. Cette exigence appelle un renforcement du tarif extérieur commun. Enfin, nous devons être à l'origine d'un projet fiscal fondé au départ sur la détermination de règles d'harmonisation entre les pays de la zone euro.

*Texte substitué*

**Du fait des disparités de salaires, de fiscalité, de niveaux de protection des salariés, l'Union devra mettre en oeuvre une taxation par le renforcement de son tarif extérieur afin de protéger son outil et sa capacité de production dans les services, l'industrie et l'agriculture dans le cadre de l'exercice d'une concurrence libre et non faussée. Si les distorsions de fiscalité, de salaires et régime sociaux étaient à ce point incompatibles avec l'exercice d'une concurrence libre et non faussée, les pays membres pourront mettre en oeuvre une taxation sur les produits issus du pays membres.**

**Maîtriser la mondialisation**

**Combattre les effets du capitalisme financier**

*Texte page 22 / Paragraphe 2*

Mettre en place une taxe internationale de type « Tobin » au terme d'une action concertée avec tous les pays où se situent des places boursières et financières.

*Texte modifié*

Mettre en place une taxe internationale de type « Tobin » **y compris de manière unilatérale.**

**Denis Szalkowski**

**Simple militant et très accessoirement ...  
secrétaire Ps de la section du canton de Brionne**